

d'argent... Je crois donc qu'il nous faut plus de pouvoirs dans ces champs de compétence pour bien contrôler les comptes et les documents de ces sociétés de la Couronne.

Au point de vue des emplois, il y a maintenant à peu près 265,000 personnes qui travaillent pour les sociétés de la Couronne fédérales. C'est à peu près le même nombre de personnes qui travaillent aujourd'hui dans la Fonction publique. Et ce n'est pas seulement les sociétés de la Couronne fédérales...

[Traduction]

Il y a aussi beaucoup de sociétés de la Couronne provinciales. Dans ma province, en Saskatchewan, les sociétés de la Couronne ont exercé une forte influence et elles ont joué un rôle extrêmement important; elles font partie du patrimoine; elles représentent une tradition dont nous sommes fiers. En fait, l'histoire nous apprend que les trois partis représentés à la Chambre ont, lorsqu'ils étaient au pouvoir dans différentes provinces, créé des sociétés de la Couronne, qu'ils les ont aidées et qu'ils se sont occupés d'elles. Le parti conservateur, qui critique beaucoup les sociétés de la Couronne, n'est pas une exception. Je crois que les conservateurs sont parfois un peu hypocrites en critiquant les sociétés de la Couronne. Il suffit de penser à Bill Davis et aux sociétés de la Couronne de l'Ontario. Songez aussi à Peter Loughheed en Alberta, avec la Pacific Western Airlines, et bien d'autres sociétés de la Couronne analogues, et au rôle qu'elles jouent dans le secteur pétrolier. Cela prouve que le parti conservateur a toujours cru et croit encore que les sociétés de la Couronne ont un rôle important à jouer dans notre pays et dans notre société.

Je le répète, bien des sociétés de la Couronne ont joué un grand rôle dans ma province. Je songe, par exemple, à la Société d'énergie de la Saskatchewan, à la Société publique de téléphone de la Saskatchewan et la Société de potasse de la Saskatchewan, nouvellement créée, qui a la haute main sur à peu près 40 p. 100 de la potasse dans notre province. Il s'agit de la plus grande société de potasse à l'extérieur de l'Union soviétique. Des sociétés d'État ont apporté énormément à notre pays et à notre société.

● (1440)

Comme je l'ai déjà dit, des centaines de milliers de Canadiens travaillent dans diverses sociétés d'État d'un bout à l'autre du pays. Certaines de ces sociétés sont gigantesques. Hydro Québec est une société d'État très importante dont l'apport au pays est énorme.

Je m'inquiète, de même que nombre de membres de mon parti, de ce que, souvent, les sociétés d'État ne soient pas tenues de rendre des comptes aux Parlements, aux Assemblées législatives et au citoyen moyen du pays, comme elles devraient l'être. Dans les années 1940, le premier ministre de la Saskatchewan qui était à l'époque Tommy Douglas, a décidé que si les sociétés d'État devaient jouer un rôle aussi important dans la province, elles devraient être plus comptables de leurs actes. En Saskatchewan, on a établi un comité spécial des sociétés d'État. Les rapports de chaque société d'État en Saskatchewan doivent maintenant être soumis automatiquement tous les ans à ce comité. Les sociétés sont donc tenues de rendre compte de leurs activités. Les administrateurs et présidents des sociétés d'État doivent comparaître devant ce comité législatif et rendre des comptes. Ils doivent exposer leurs projets et être disposés à subir un contre-interrogatoire.

#### Administration financière—Loi

Selon moi, il faudrait faire de même ici au Parlement. Mon ami, le député de Regina-Ouest (M. Benjamin), a souvent dit que les rapports annuels du CN, d'Air Canada et de toutes les autres sociétés d'État devraient être automatiquement renvoyés au comité parlementaire voulu. Nous aurions ainsi l'occasion, à titre de représentants élus, de faire valoir notre point de vue et celui de nos électeurs à propos de l'orientation des sociétés d'État.

Je suis au courant des difficultés causées par le CN dans ma circonscription. Les quelque 700 habitants de Melville qui travaillent pour le CN ont eu souvent maille à partir avec cette société d'État. Beaucoup d'employés du CN pensent qu'il faudrait de nouveau nationaliser cette société d'État, afin qu'elle soit davantage responsable envers les Canadiens ordinaires. C'est là une des raisons pour lesquelles notre système actuel m'exaspère. Les gens souffrent de l'insensibilité des grandes sociétés d'État comme le CN. Si le CP a abandonné des embranchements et démolit des élévateurs dans plusieurs localités de ma circonscription, c'est que nous avons été incapables de le persuader de garder ces embranchements pour servir ces gens-là. Nous avons lutté souvent pour garder les embranchements, parfois avec succès, parfois en vain. Nous aurions plus de succès si le CN était davantage responsable devant le Parlement et les Canadiens. Cela doit être un des objectifs du projet de loi C-24 dont nous sommes saisis. Espérons que nous pourrions l'amener à l'étape du comité afin que la Chambre ait vraiment son mot à dire.

Ce qui compte surtout, c'est de nous assurer que les sociétés d'État rendront plus de comptes aux Canadiens. Canadair, de Havilland et d'autres sociétés d'État ont éprouvé des difficultés dernièrement, et le gouvernement fédéral les a aidées, avec raison dans certains cas. Dans d'autres cas, je me pose de sérieuses questions. La moutarde me monte au nez quand je pense à ces sociétés, car elles sont trop indépendantes, les comités parlementaires ne peuvent pas forcer leurs représentants officiels à venir témoigner et nous n'avons pas grand-chose à dire quand elles prennent des décisions.

Nous devrions profiter de l'étude de ce projet de loi pour essayer de démocratiser davantage les sociétés d'État. Il faut introduire plus de principes démocratiques dans le secteur économique, décentraliser bien davantage la prise de décisions et donner plus de pouvoirs aux Canadiens ordinaires. Je ne vois pas pourquoi les employés d'une société d'État ne siègeraient pas au conseil d'administration. Je ne vois pas pourquoi les employés ne participeraient pas régulièrement à la gestion et au contrôle des sociétés d'État. Voilà le genre de mesure que nous devons prendre.

Notre pays est une fédération et les provinces doivent donc participer de plus près à l'activité de certaines sociétés de la Couronne et de certaines de nos institutions nationales. Je pense par exemple à la Banque du Canada et à l'importance que revêt la politique monétaire. Il n'est guère judicieux, à mon avis, d'en confier l'entière responsabilité au ministre des Finances. Les provinces devraient, afin d'être représentées, nommer certains administrateurs de la Banque du Canada. Elles influent énormément sur la politique monétaire et fiscale. Les initiatives d'Hydro-Québec sont très importantes à cet égard. Celles de la *Saskatchewan Power Corporation*, de la *Saskatchewan Potash Corporation* ou de certaines grosses